Les crypto-actifs dans l'allocation d'actifs du family office

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Le problème des placements désignés exposé au chapitre IV frappe un family office crypto plus durement qu'un fonds commercial, car la fortune de la famille se compose souvent en grande partie des jetons qui l'ont constituée. Un fonds familial dont les actifs sont constitués à 80 % d'Ether et à 20 % de dépôts en dollars de Singapour détient des placements désignés à hauteur de 20 % de sa valeur. Si le total s'élève à 50 millions de S$, les placements désignés représentent 10 millions de S$ et le fonds échoue au critère de 20 millions de S$ de la section 13O. Le fonds peut continuer d'exister et la famille peut continuer de vivre à Singapour, mais l'exonération n'est pas disponible. Le fonds familial est alors imposé comme une société ordinaire sur tout revenu ayant un caractère de revenu (revenue).[1]

Trois réponses s'observent dans la pratique. La première consiste à détenir les jetons en dehors du fonds bénéficiant de l'incitation, au nom propre des membres de la famille ou dans une société distincte sans incitation, et à alimenter le véhicule incité avec le produit de ventes de jetons investi en placements désignés. Les membres de la famille qui détiennent personnellement des jetons sont résidents de Singapour, de sorte que leurs plus-values ne sont pas imposées et que leurs revenus de source étrangère sont exonérés au titre de la section 13(7A) (chapitre II de la présente

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

partie). Seule demeure la question des récompenses de staking. La deuxième réponse consiste à convertir l'exposition aux jetons en placements désignés au moyen d'ETP cotés et de dérivés, ce que font les grands family offices pour une partie du portefeuille. La troisième consiste à accepter une structure scindée dans laquelle un fonds relevant de la section 13U détient le portefeuille de titres liquides tandis qu'une société sœur détient les jetons. La société sœur paie 17 % sur tout bénéfice de négoce, lequel est généralement nul pour une famille qui détient à long terme.

Exemple

Un fondateur a vendu en 2024 sa participation dans une plateforme d'échange singapourienne pour 90 millions de dollars US, dont 30 millions payés en Bitcoin et le solde en espèces. Il souhaite s'établir à Singapour avec sa famille. Son conseiller constitue une société de gestion employant deux professionnels de l'investissement, dont l'un recruté à l'extérieur. Les liquidités sont apportées à une VCC relevant de la section 13U et investies en titres internationaux ainsi qu'en actions cotées à Singapour pour satisfaire à l'exigence de déploiement du capital. Les Bitcoins restent dans le stockage à froid (cold storage) du fondateur. Leur détention à long terme par le fondateur lui-même ne génère aucun impôt singapourien. Le revenu de la VCC est exonéré. La société de gestion est financée par une commission versée par la VCC et paie 17 % sur un bénéfice modeste. Le fondateur sollicite la résidence permanente au titre de l'option family office du Global Investor Programme, pour laquelle les actifs de la VCC sont pris en compte.

Notes

1. Income Tax Act 1947, section 43(1) (taux de l'impôt sur les sociétés de 17 %) et section 43(6) (exonération partielle). L'analyse des indices de commercialité (badges of trade) du chapitre I de la présente partie détermine si les gains du fonds sur les jetons constituent un revenu. ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com